

Burundi : Le Parlement européen appelle à la libération des reporters d'Iwacu

@rib News, 16/01/2020 – Source Agence Anadolu Le Parlement européen a demandé aux autorités burundaises d'abandonner les poursuites contre les quatre journalistes du journal Iwacu et de les libérer immédiatement et sans condition, lit-on dans une résolution adoptée ce jeudi.

« Nous appelons également à la libération de toutes les autres personnes arrêtées pour avoir exercé leurs droits fondamentaux », ajoute-t-il, évoquant le cas de Germain Rukuki, un défenseur des droits de l'Homme sous les verrous. A moins de cinq mois des présidentielles de mai 2020, le Parlement européen a critiqué une « détérioration continue de la situation des droits humains au Burundi ». Dans cette nouvelle résolution, le Parlement européen a « condamné fermement les restrictions actuelles à la liberté d'expression au Burundi, y compris les restrictions plus larges aux libertés publiques ». Cet appel du Parlement européen intervient après deux semaines que ces quatre reporters d'Iwacu – savoir Agnès Ndirubusa (service politique), Christine Kamikazi (Web radio), Egide Harerimana (rédaction anglaise) et Thérèse Mpozenzi (caméraman) et leur chauffeur Adolphe Manirakiza aient comparu en audience publique le 30 janvier dernier. A cette occasion, le ministre public a fait un réquisitoire de quinze ans d'emprisonnement, la saisie de leur matériel et privation de leur droit de voter. D'autres organisations internationales comme Reporters Sans Frontières (RSF), Human Right Watch (HRW), et des médias internationaux dont CNN, The Associated Press, Bloomberg News, The Boston Globe, Forbes, TIME Fortune et HuffPost (USA), Corriere Della Sera (Italie), De Standaard (Belgique), Deutsche Welle, Süddeutsche Zeitung, (Allemagne), Estadão (Brésil), The Financial Times, India Today (Inde), Le Temps (Suisse), Reuters, The Straits Times et TV Azteca (Mexique), ont déjà appelé à la libération de ces journalistes qui, selon eux, ne faisaient que leur métier. Accusés de complicité à l'atteinte à la sécurité des reporters de l'hebdomadaire indépendant Iwacu et leur chauffeur Adolphe Manirakiza ont été arrêtés le 22 octobre, Musigati, province Bubanza alors un reportage sur une attaque d'un groupe armé dans cette localité riveraine de la grande forêt Ikibira. Seul le chauffeur a été, par après, mis en liberté provisoire. Et après le code pénal burundais son article 610, cette infraction est punie par une servitude pénale de dix à quinze ans et d'une amende de 1.086 à 2717 dollars américains. Iwacu, le seul journal indépendant encore fonctionnel après la destruction de quatre médias dans la foulée du coup d'Etat manqué du 13 mai 2015, n'est pas sa première preuve depuis la crise de 2015. Son fondateur et directeur des Publications Antoine Kaburahe a été contraint à l'exil en 2015 et le journaliste Jean Bigirimana est porté disparu il y a déjà plus de trois ans. Menacé de mort, la famille Bigirimana (son épouse et ses deux garçons) a par après pris le chemin de l'exil vers le Rwanda voisin. Depuis avril 2015, le Burundi n'a cessé de régresser en ce qui concerne la liberté d'expression. Selon le classement Reporters Sans Frontières (RSF) en ce qui est de la liberté de la presse en 2018 et 2019, le Burundi est placé à la 159^{ème} position alors qu'en 2014, il était à la 142^{ème} position.